



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

**Arrêté préfectoral n°2026/ICPE/150 autorisant la Société des Dragages d'Ancenis
à exploiter une sablière et des installations de traitement des matériaux
au lieu-dit « Le Grand-Coiscault » à Vallons-de-l'Erdre**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses livres 1^{er}, 4 et 5 ;
- Vu** le code minier et les textes pris pour son application ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- Vu** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2024 modifié portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

Vu le schéma régional des carrières des Pays de la Loire approuvé par l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2021 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) Estuaire de la Loire ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Vallons-de-l'Erdre sur les conditions de remise en état du site après exploitation ;

Vu l'avis favorable du propriétaire des parcelles sur les conditions de remise en état du site après exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°97/PE/193 du 24 septembre 1997 autorisant la Société des Dragages d'Ancenis à exploiter une carrière de sables terrestres et une installation de traitement de matériaux au lieu-dit « Le Grand-Coiscault » sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice des Landes ;

Vu la demande du 17 avril 2024 et complétée en juin 2024 et en décembre 2024, présentée par la Société des Dragages d'Ancenis à l'effet d'obtenir l'autorisation de renouveler et étendre la sablière du Grand-Coiscault à Vallons-de-l'Erdre ;

Vu les plans, cartes et notices annexés à la demande ;

Vu l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 31 mai 2024 ;

Vu l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE Estuaire de la Loire en date du 29 mai 2024 et le mémoire en réponse de la Société des Dragages d'Ancenis ;

Vu l'avis défavorable du Conseil national de protection de la nature du 1^{er} octobre 2024 ;

Vu le dossier de dérogation modifié de décembre 2024 suite à l'avis du Conseil national de protection de la nature ;

Vu l'avis favorable sous conditions du Conseil national de protection de la nature du 17 février 2025 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 25 avril 2024 ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours en date du 14 mai 2024 ;

Vu l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 6 août 2024 et le mémoire en réponse de la Société des Dragages d'Ancenis ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 août 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 6 octobre 2025 au 7 novembre 2025 ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Riaillé, Grand-Auverné et La Chapelle Glain et l'absence d'avis émis dans les délais par les conseils municipaux des communes de Vallons-de-l'Erdre et Petit-Auverné ;

Vu le registre d'enquête publique, le procès-verbal du commissaire enquêteur en date du 14 novembre 2025 et le mémoire en réponse de la Société des Dragages d'Ancenis ;

Vu l'avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur en date du 8 décembre 2025 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Vallons de l'Erdre approuvant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU en date du 3 mars 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 mars 2026 ;

Vu l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation « carrières » en date du 28 avril 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier en date du 29 avril 2026 ;

Vu l'absence d'observations du pétitionnaire transmis par courriel du 30 avril 2026 ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que le projet consiste à exploiter une sablière d'environ 78,5 ha dont environ 62,1 ha pour l'extraction et à exploiter une installation de traitement des matériaux ;

Considérant que la part d'eau exportée avec le sable commercialisé est estimée à un maximum de 12 500 m³ par an et que ce niveau de prélèvement, dû à l'extraction des matériaux, ne remet pas en cause l'équilibre hydrologique et la compatibilité au SDAGE ;

Considérant que, conformément à l'article L.411-2 4° du code de l'environnement, une dérogation aux interdictions d'atteinte aux espèces protégées est octroyée s'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes et que la dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées qui en découle ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle ; et que, par ailleurs, le projet soit justifié par l'une des conditions définies à l'article L.411-2 4° du code de l'environnement ;

Considérant la présence avérée sur le périmètre du projet de spécimens d'espèces protégées de Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) et d'Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*) ;

Considérant que le projet permet le maintien des 7 emplois nécessaires à l'exploitation de la sablière et au transport des matériaux ; la production d'une matière première nécessaire à la construction d'équipement, tel que le CHU de Nantes, et d'ouvrages et d'infrastructures ;

Considérant qu'il est ainsi justifié par des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique ;

Considérant que le projet comprend la poursuite de l'activité mais également son extension, évitant la création d'une nouvelle sablière au sein d'un autre secteur ; qu'il justifie ainsi d'une absence d'autres solutions satisfaisantes ;

Considérant que le projet comprend des mesures d'évitement et de réduction des impacts notamment sur les spécimens et l'habitat du Léopard des murailles (*Podarcis muralis*), du Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) et de l'Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*) ;

Considérant néanmoins qu'il demeure un risque caractérisé d'atteinte à des espèces protégées dans la mesure où le projet induit, en phase travaux et/ou exploitation, la destruction de l'habitat du Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) et de l'Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*) ; et que, de plus, il présente, à cette occasion, un risque de destruction accidentelle des spécimens de Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) ;

Considérant que le projet comprend des mesures de compensation des impacts par la reconstitution d'habitat favorables à ces espèces ;

Considérant que, conformément à l'article L.411-2 4° du code de l'environnement la dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que l'Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*) fait partie des espèces prioritaires à l'échelle de la région Pays de la Loire, pour laquelle la conservation d'un bon état de conservation dépend de la préservation de ses sites de reproduction ;

Considérant que la préservation des sites de reproduction compensés ou bénéficiant de mesures de réduction doit être vérifié tout au long de la durée d'exploitation de la sablière ;

Considérant qu'en application de l'article L.163-1 I du code de l'environnement, les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité visent un objectif d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité ; que des mesures complémentaires apparaissent nécessaires à l'atteinte de cet objectif ;

Considérant que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des avis des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

TITRE 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société des Dragages d'Ancenis, désignée ci-après « l'exploitant », qui est représentée par son directeur général et dont le siège social est situé Route d'Ancenis – 44 670 Juigné-des-Moutiers, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une sablière et de ses installations connexes, sur le territoire de la commune de Vallons-de-l'Erdre au lieu-dit Le Grand-Coiscault.

Article 1.1.2 : Prescriptions antérieures

L'arrêté préfectoral du 24 septembre 1997 susvisés est abrogé à l'exception du premier alinéa de l'article 1^{er}.

Article 1.1.3 : Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	Exploitation de carrières	Emprise totale du site : 78 ha 53 a 02 ca	A

		Surface d'extraction : 62,1 ha Production moyenne : 200 000 tonnes /an Production maximale : 250 000 tonnes /an	
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Installations fixes de lavage, criblage et cyclonage 438 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	24 000 m ²	E

* A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Article 1.1.4 : Installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime *
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 piézomètres de surveillance	D
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m	3 busages (15 m, 5 m et 20 m)	D
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plans d'eau final après remise en état : 16,3 ha au nord du ruisseau et 22,2 ha au Sud du ruisseau	A

* A : autorisation, D : déclaration, NC : non classé

Article 1.2 : Nature des installations

Article 1.2.1 : Périmètre de l'autorisation et description des installations

L'autorisation porte exclusivement sur les parcelles de la commune de Vallons-de-l'Erdre dont la liste figure dans le tableau ci-après.

Section	Référence de la parcelle cadastrale (p = pour partie)	Surface cadastrale totale (en m ²)	Surface cadastrale autorisée (en m ²)
191 ZX	13	54 495	54 495
	14	64 979	64 979
	18 p	182 347	181 416
	19	29 686	29 686
	22	24 168	24 168
	26 p	98 770	80 729
	29	100 004	100 004
	32	2 216	2 216
	33	2 212	2 212
	Extrémité du chemin rural n°15 dit « du Pas du Gué »		678
191 ZS	7 p	250 580	182 716
	8	62 003	62 003
TOTAL			785 302

Superficie totale autorisée : 785 302 m².

Le périmètre d'autorisation est reporté sur le plan joint en annexe (plan parcellaire). La limite du périmètre autorisé pour l'extraction est également représentée sur les plans de phasage joints en annexe.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'exploitation est organisée de la façon suivante :

- les zones d'extraction, situées au Nord et au Sud du ruisseau. L'extraction est réalisée avec une drague suceuse électrique de 625 kW (dont 386 kW de puissance pour le pompage de refoulement),
- la plate-forme de traitement des matériaux extraits, de stockage et de commercialisation, avec également un atelier et une cuve de carburant (parcelle 191 ZS 7),
- les bassins de décantation,
- les délaissés réglementaires périphériques.

Les différentes zones sont localisées sur le plan d'ensemble joint en annexe.

Article 1.2.2 : Limites de l'autorisation

Les matériaux extraits sont des sables pliocènes.

La surface totale d'extraction de matériaux est au plus de 62,1 ha.

La production annuelle de la carrière ne peut dépasser 250 000 tonnes.

Sur l'ensemble de la durée d'autorisation, la commercialisation de matériaux de la carrière est limitée à 6 000 000 tonnes, correspondant à une production moyenne de 200 000 tonnes par an.

Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées par pesée.

La côte minimale d'extraction est de 26 mNGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction, ce qui correspond à une épaisseur maximale d'extraction 20 à 36 mètres en fonction des zones extraites.

Article 1.2.3 : Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter la carrière (rubrique 2510-1) est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. L'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations au moins 6 mois avant celle-ci.

En application des articles R523-1, R523-4 et R523-17 du code du patrimoine, la réalisation des travaux relatifs à l'activité extractive est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une autorisation de renouvellement ou de prolongation est accordée. Il convient donc de déposer cette demande d'autorisation au préfet six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Article 1.3 : **Garanties financières**

Article 1.3.1 : Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Article 1.3.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Ce montant est défini par référence à l'indice TP01 de février 2024 égal à 129,9 et pour une TVA de 20 %.

Phasage d'exploitation concerné	Période	Montant des garanties financières
Phase 1	n à n+4	1 235 219 € TTC
Phase 2	n+5 à n+9	1 091 160 € TTC
Phase 3	n+10 à n+14	941 174 € TTC
Phase 4	n+15 à n+19	743 666 € TTC
Phase 5	n+20 à n+24	660 934 € TTC
Phase 6	n+25 à n+29	409 463 € TTC

Article 1.3.3 : Établissement des garanties financières

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées:

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.3.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.3.5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 1.3.6 : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

Article 1.3.7 : Absence de garanties financières

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 1.3.8 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 1.3.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté lorsque la cessation est achevée dans les conditions prévues par le V de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 1.4 : Conditions générales de l'autorisation

Article 1.4.1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact, aux plans de chaque phase et au plan de remise en état annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande et les compléments fournis en cours d'instruction en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 1.4.2 : Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L181-14 et R181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R181-45.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.4.3 : Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Article 1.4.4 : Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.4.5 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.4.6 : Renouvellement

Toute demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au Préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

La demande est présentée conformément à l'article R181-49 du code de l'environnement.

Article 1.4.7 : Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. A cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

Article 1.4.8 : Cessation d'activité

L'exploitant procède à la cessation d'activité dans les conditions prévues par le code de l'environnement aux articles R512-39-1 et suivants.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

Sans préjudice des mesures de l'article R181-48 du code de l'environnement, pour l'application des articles R512-39-1 à R512-39-5, les usages à prendre en compte suite à l'arrêt de l'activité sont les suivants :

- usage agricole sur une surface de 27,4 ha,
- usage de renaturation correspondant aux plans d'eau, aux zones humides, à la ripisylve, aux haies et aux merlons conservés.

Les conditions de remise en état sont détaillées à l'article 3.6 du présent arrêté.

Article 1.5 : Réglementation applicable

Article 1.5.1 : Textes généraux applicables à l'établissement

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Arrêté du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;
- Arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- Arrêté du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Arrêté du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Arrêté du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 21/12/2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 31/01/2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Arrêté du 26/06/2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- Arrêté du 30/06/2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.5.2 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code de la voirie routière et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire. Elle ne vaut pas permis de construire.

En aucun cas, ni à aucune époque, les dispositions de cet arrêté ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent régulièrement être ordonnées dans ce but.

Article 1.5.3 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, les installations soumises à déclaration ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

En application de l'article R.512-46-5 du code de l'environnement, l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 sus-visé fait l'objet d'un aménagement. L'aménagement relatif à l'article 21-III est

le suivant : en lieu et place des dispositions de l'article 21-III, l'exploitant respecte les dispositions définies à l'article 10.2-VIII du présent arrêté.

Les arrêtés ministériels existants fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement sont applicables aux IOTA classés soumis à autorisation ou à déclaration, visés à l'article 1.1.4, dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

TITRE 2 : Gestion de l'établissement

Article 2.1 : Mise en application du présent arrêté

Dans un délai de 6 mois suivant sa notification, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Ce bilan, transmis à l'inspection des installations classées, précise et, au besoin, justifie la nature et le dimensionnement des mesures techniques retenues pour respecter ses prescriptions.

Ce délai peut être prolongé à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques.

Dans le cas où certains travaux ne sont pas encore achevés, l'exploitant précise les délais de leur réalisation effective en indiquant les raisons des retards pris.

Article 2.2 : Conception des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;
- prévenir, en toutes circonstances, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

Article 2.3 : Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 10.4.1 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

Article 2.4 : Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que des produits absorbants,...

Article 2.5 : Surveillance de l'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des enjeux écologiques en présence, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

La surveillance des installations en fonctionnement est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire au non-respect des prescriptions imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la gêne ou la nuisance émise en réduisant ou arrêtant, si besoin, les installations concernées.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

L'exploitant veille à la formation de son personnel sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

Article 2.6 : Surveillance des émissions

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour

la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.7 : Autosurveillance

Article 2.7.1 : Principes de l'autosurveillance

Pour justifier du respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance dit « programme d'autosurveillance ». Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

La réalisation du programme d'autosurveillance doit permettre une connaissance rapide des résultats conduisant l'exploitant à une éventuelle action corrective dans les meilleurs délais.

Article 2.7.2 : Suivi, analyse et interprétation des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant établit un rapport périodique relatif aux résultats des mesures de surveillance de ses émissions dans l'environnement. Cette synthèse commente, analyse et interprète les résultats de la période considérée (en particulier les causes et les ampleurs des écarts), les modifications éventuelles du programme de surveillance et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, le traitement des émissions, la maintenance...) ainsi que leur efficacité.

Les actions correctives sont mises en œuvre lorsque les résultats des mesures laissent présager des risques ou des inconvénients pour l'environnement ou le non-respect des valeurs limites réglementaires.

Article 2.7.3 : Conservation des résultats de l'autosurveillance

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pour une durée d'au moins :

- 5 ans pour les justificatifs résultant de l'autosurveillance et des mesures des effets sur l'environnement supervisés par l'exploitant ;
- 10 ans pour les contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés ou adaptés aux durées spécifiques imposées par les réglementations concernées ;
- la durée de l'autorisation pour les synthèses annuelles de la surveillance des émissions et de leurs incidences sur l'environnement.

Article 2.8 : Incidents ou accidents

Conformément à l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. En particulier, les dépassements des valeurs limites et valeurs de référence fixées par le présent arrêté doivent être déclarés.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments

nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 2.9 : Déclaration annuelle des données d'émissions polluantes et des déchets

L'exploitant adresse sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet la déclaration annuelle des données d'émissions polluantes et des déchets. La déclaration est effectuée avant le 31 mars de l'année N+1 pour le bilan de l'année N.

Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

Article 2.10 : Plans

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Sur ces plans sont reportés :

- les dates de levée,
- le parcellaire,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,
- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement),
- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes de fond de fouille,
- les zones remises en état,
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat,
- la position des clôtures,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes et des accès,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les puits, piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées en cours de remises en état,
- les zones remises en état et la nature de la remise en état effectuée (en particulier les zones remblayées sont identifiées),
- les futures zones à exploiter,
- les secteurs en eau,
- les zones particulières de préservation écologique.

Un exemplaire de ce ou ces plans est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Article 2.11 : Récapitulatif de documents

Article 2.11.1 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

En particulier, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressées au préfet,
- le plan d'exploitation mis à jour annuellement,
- le plan des réseaux,
- les actes et les décisions administratifs dont bénéficie l'établissement, notamment les arrêtés d'autorisation, les récépissés de déclaration et leurs prescriptions générales et les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et leurs prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les enregistrements, compte-rendus et résultats de contrôles des opérations de maintenance et d'entretien des installations,
- les enregistrements, rapports de contrôles, résultats de vérification et registres liés à la surveillance de l'établissement et de son environnement ainsi que les rapports de contrôle réglementaires réalisés par des organismes agréés.

Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 2.11.2 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.3.3	Attestation de constitution de garanties financières	Préalablement aux travaux d'extraction
ARTICLE 1.3.5	Actualisation des garanties financières	Dans un délai de 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
ARTICLE 1.3.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance de l'attestation de garanties financières en cours
ARTICLE 1.4.2	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.4.7	Changement d'exploitant	Préalablement au changement d'exploitant
ARTICLE 2.1	Récolement des dispositions du présent arrêté	Dans un délai de 6 mois après la notification de l'arrêté
ARTICLE 2.8	Déclaration des accidents et incidents	Rapport à transmettre sous 15 jours
ARTICLE 2.10	Plan d'exploitation	A transmettre chaque année
ARTICLE 3.1.5	Justification des aménagements préliminaires	Dès réalisation
ARTICLE 8.1.2	Plan de gestion des déchets d'extraction	Avant le début de l'exploitation puis tous les cinq ans et dans le cas d'une modification.
ARTICLE 9.2.4	Autosurveillance des niveaux sonores	En cas de dépassement des valeurs limites
ARTICLE 6.3	Bilan des mesures de poussières	Annuel, avant le 31 mars de l'année suivante
ARTICLE 6.4	Stratégie d'échantillonnage, de prélèvement et de mesure de particules PM10	Dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté
	Résultats des mesures des particules PM10, avec analyse et éventuelles propositions d'actions à mettre en œuvre	Dans un délai de trois mois, après réception des résultats
ARTICLE 2.9	Déclaration annuelle des émissions Déclaration annuelle carrières	Annuelle (GEREP) : site de télédéclaration

Par ailleurs, l'exploitant transmet à la police de la nature les documents suivants :

Article	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 4.3.4	Rapport de suivi écologique	Chaque année de réalisation des suivis

TITRE 3 : Aménagement et conduite de l'exploitation

Article 3.1 : Aménagements préliminaires

Article 3.1.1 : Panneaux de signalisation

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site,
- des panneaux avertissant des dangers du site.

Article 3.1.2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.

Article 3.1.3 : Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée.

L'accès au site se fait en provenance de l'ouest du site, à partir de la route départementale n°26 puis un chemin d'exploitation privé. Le chemin d'exploitation est recouvert d'un enrobé.

Article 3.1.4 : Réseau de dérivation des eaux de pluie

Un réseau de dérivation, constitué de merlons et/ou de fossés, empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation et empêchant le ruissellement des eaux pluviales vers l'extérieur du site est mis en place en périphérie de cette zone.

Article 3.1.5 : Début d'exploitation et attestation de constitution des garanties financières

Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service, mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.4 ont été réalisés, l'exploitant en informe le préfet et le maire de la commune de Vallons-de-l'Erdre. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires.

Article 3.2 : Dispositions générales

Article 3.2.1 : Horaires d'ouverture

L'exploitation est autorisée de 7h à 22h du lundi au vendredi hors jours fériés et le samedi, dans la limite de cinq samedis par année civile.

La commercialisation est autorisée de 7h à 17h du lundi au vendredi hors jours fériés.

L'exploitant tient à jour un registre des samedis travaillés.

Article 3.2.2 : Sécurité

En dehors de la présence de personnel qualifié, les installations et engins sont laissés en sécurité.

Article 3.2.3 : Clôture

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les entrées du site sont équipées de portails maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures et portails. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

Article 3.2.4 : Accueil des tiers et des particuliers

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité lui sont transmises.

En cas de commercialisation auprès des particuliers, une aire de chargement dédiée est aménagée et identifiée à proximité de l'entrée du site.

Article 3.2.5 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface, dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ces surfaces ne doivent faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 3.3 : Conduite de l'Exploitation

Article 3.3.1 : Phasage

Les travaux sont menés en 6 phases de 5 années :

Phase 1	Superficie exploitée : 12,2 ha Découverte et extraction au Nord du ruisseau Début de la découverte au Sud du ruisseau
Phase 2	Superficie exploitée : 8,8 ha Découverte et extraction au Nord du ruisseau

	Découverte et début de l'extraction au Sud du ruisseau
Phase 3	Superficie exploitée : 5,1 ha Découverte et extraction au Sud du ruisseau
Phase 4	Superficie exploitée : 5,4 ha Découverte et extraction au Sud du ruisseau
Phase 5	Superficie exploitée : 3,6 ha Découverte et extraction au Sud du ruisseau
Phase 6	Superficie exploitée : 0 ha Extraction au Sud du ruisseau

Les plans de phasage sont joints en annexe du présent arrêté.

Article 3.3.2 : Déboisement - défrichement

Les opérations de coupe d'arbre et de haies, défrichement et de débroussaillage sont réalisées progressivement, selon les nécessités d'exploitation. Elles respectent les dispositions réglementaires en vigueur les concernant.

Les coupes d'arbres et de haies, défrichement, débroussaillage sont réalisés hors période de nidification des oiseaux et d'activité des chiroptères, soit entre septembre et mars, en période diurne.

Article 3.3.3 : Décapage

Les opérations de décapage sont limitées au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de préférence hors période sèche et venteuse afin de limiter les émissions de poussières, mais sur sol sec. Le décapage de la découverte ne doit pas s'opérer sur sol détrempé.

Le décapage est réalisé de manière sélective et permet de séparer les terres végétales des stériles.

Les matériaux issus du décapage sont utilisés sous forme de merlon ou directement pour la remise en état progressive du site.

Si un stockage temporaire de terre végétale est nécessaire, il doit être réalisé sous forme de cordons d'une hauteur maximale de 3 mètres, sans compactage des terres.

Article 3.3.4 : Extraction des matériaux

L'extraction des matériaux est réalisée à sec à l'aide d'une pelle hydraulique ou en eau à l'aide d'une drague électrique. L'extraction est réalisée sans pompage de rabattement de la nappe.

Article 3.3.5 : Stockage et traitement des matériaux extraits

Les matériaux extraits sont acheminés vers les installations de traitement par refoulement hydraulique ou avec un tombereau lorsque l'extraction se fait à sec.

Les matériaux sont traités au sein de l'installation de criblage, lavage et cyclonage puis stockés au sol.

Article 3.3.6 : Circulation des engins et véhicules

Les voies, espaces, pistes de circulation sont entretenus en permanence pour maintenir un revêtement correctement nivelé.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de la carrière et leur chargement ne conduisent pas à des pertes de matériaux, envols ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique. L'exploitant assure le nettoyage de la voie d'accès au site en cas de déversement de matériaux ou de salissures.

Un plan de circulation et une signalisation visibles et explicites sont en place à l'entrée et sur le site.

La vitesse des véhicules est limitée à 15 km/h sur l'ensemble du site.

Article 3.4 : Tirs de mines

Aucun tir de mines n'est réalisé sur le site.

Article 3.5 : Apports de déchets extérieurs

Aucun déchet extérieur n'est apporté sur le site.

Article 3.6 : Remise en état du site

Article 3.6.1 : Conditions générales

La cessation d'activité est réalisée conformément à l'article 1.4.8.

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux dispositions prévues aux articles 3.6.1, 3.6.2 et 3.6.3 et aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation du 17 avril 2024 et complété en juin 2024 puis en décembre 2024.

Article 3.6.2 : Nature de la remise en état

La remise en état est réalisée conformément au plan de principe de la remise en état figurant en annexe du présent arrêté.

Elle est réalisée en vue de permettre :

- un usage agricole sur une surface de 27,4 ha,
- un usage de renaturation : correspondant aux plans d'eau et à des zones humides.

Elle comporte notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des berges du plan d'eau résiduel,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur,
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site,
- le maintien des clôtures, des portails et des panneaux avertissant des dangers du site. .

Article 3.6.3 : Description de la remise en état

Le site est débarrassé de tout vestige industriel (dépôts de matériaux, socles de béton et ferrailles diverses). Les infrastructures de l'exploitation (installations de traitement, cuves de carburant et dispositifs de distribution, atelier, locaux, pont-bascule, aire étanche, séparateur à hydrocarbures, ...)

sont démontées et évacuées du site. Les engins et matériels présents au sein du bâti d'exploitation sont évacués du site.

Une partie des zones d'extraction est remblayée de façon coordonnée avec l'exploitation avec les déchets d'extraction inertes produits sur le site (stériles de découverte et boues de décantation). Les zones remblayées et la plateforme des installations sont décompactées puis recouvertes par une couche de terre végétale d'une épaisseur d'environ 40 cm pour permettre un usage agricole.

Le site conserve un plan d'eau d'une surface d'environ 16,3 ha au Nord du ruisseau du Pas du Gué et un plan d'eau d'une surface d'environ 22,2 ha au Sud du ruisseau. Les berges du plan d'eau sont aménagées en pente douce (environ 20°) et raccordées à la topographie périphérique de manière harmonieuse. Les berges sont recouvertes de terre végétale.

L'ensemble des busages existants sur le ruisseau sont supprimés. Pour la réalisation de cette opération, réalisée en période d'étiage, l'exploitant est accompagné par un spécialiste des travaux sur les milieux aquatiques.

Les merlons de terre végétale disposés sur la périphérie de l'exploitation sont repris en partie pour le réaménagement du site. Le merlon édifié en limite de site au sud et le merlon édifié à l'Est au regard du lieu-dit Le pas du Gué sont conservés.

Les aménagements écologiques et paysagers réalisés dans le cadre de l'exploitation du site sont conservés.

En fin d'exploitation, le site comporte :

- des zones humides et leurs abords d'environ 4,15 ha le long du ruisseau du Pas du Gué,
- un réseau de haies renforcées ou plantées d'un linéaire total d'environ 6 000 ml.

Article 3.6.4 : Dispositions spécifiques à la remise en état agricole

Afin de garantir une remise en état agricole de qualité, l'exploitant applique le protocole suivant.

En amont des premiers travaux de décapage du sol, l'exploitant fait réaliser un diagnostic agro-pédologique de l'état initial de la surface prévue en extraction sur l'extension de la sablière. Il s'agit de réaliser un état des lieux du potentiel agronomique des parcelles à partir de sondages pédologiques afin de déterminer la profondeur des sols, l'épaisseur et les caractéristiques des différents horizons. Cet état des lieux est complété par une analyse physico-chimique sur des échantillons prélevés sur site et par une analyse croisée avec l'historique des rendements agricoles disponibles.

L'exploitant consulte la Chambre d'agriculture pour valider les modalités de la remise en état agricole.

L'exploitant s'assure l'appui d'un expert pour les missions suivantes :

- Pendant les opérations de remise en état agricole, vérification des reliefs et profils des sous-sols reconstitués, de la présence et la qualité des éléments drainants, des épaisseurs des différents horizons (notamment l'épaisseur d'environ 40 cm de terre végétale au-dessus des matériaux inertes utilisés pour le remblayage) et de la bonne réutilisation des matériaux stockés à l'origine.
- Conseil et suivi de la remise en exploitation agricole des surfaces : travaux agricoles du sol, apports d'amendements nécessaires, types de mise en culture.
- Suivi des pratiques agricoles, des assolements et des rendements, sur au moins 5 années, permettant de dresser un bilan comparatif avec la valeur agro-pédologique de l'état initial.

TITRE 4 : Milieux naturels et patrimoine

Article 4.1 : Intégration paysagère

Article 4.1.1 : Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Le site et de ses abords, y compris les bâtiments et les installations, sont aménagés, maintenus propres et entretenus en permanence.

Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues, de déchets, ... Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

L'exploitant procédera au nettoyage, dans les meilleurs délais, de la route en cas de salissure de la voie publique par les véhicules quittant le site.

Article 4.1.2 : Impact paysager

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. En particulier, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes d'intégration du site dans le paysage :

- conservation de la vocation agricole de la parcelle de 2,5 ha située en limite de la route départementale RD n°26,
- maintien, renforcement et plantation de 6 040 ml de haies.

Les plantations et renforcement de haies sont réalisées dans un délai de 2 ans suivant la notification du présent arrêté. Elles sont réalisées selon les modalités définies en pages 50 et 51 de l'étude d'impact incluse dans le dossier de demande d'autorisation. Les plants morts sont remplacés en cas de surmortalité.

Les mesures paysagères sont localisées sur le plan en annexe.

Article 4.2 : Patrimoine Archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant informe sans délai le préfet, le maire de la commune et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Les vestiges sont protégés et conservés sur place jusqu'à leur prise en charge par les agents de la DRAC.

Article 4.3 : Milieux naturels

Article 4.3.1 : Dérogation espèces protégées

La dérogation est accordée dans le cadre du projet de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et d'extension de la carrière du Grand-Coiscault à Vallons-de-l'Erdre, pour la destruction de l'habitat des espèces protégées suivantes :

- Hironde de rivage (*Riparia riparia*)
- Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*)

La dérogation est accordée pour la destruction accidentelle des spécimens de Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*).

Article 4.3.1 : Identification de nouveaux impacts

L'exploitant est tenu de signaler au préfet toutes nouvelles espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement, non visées au présent arrêté, dont la présence serait mise en évidence au cours de l'exploitation.

Dans ce cas, si l'exploitation conduit à impacter des espèces ou des habitats d'espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement, non visés au présent arrêté, l'exploitant est tenu d'établir un dossier de demande de dérogation complémentaire.

Article 4.3.2 : Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

L'exploitant met en œuvre les mesures proposées au dossier annexé à sa demande de dérogation et synthétisées ci-après, suivant les préconisations techniques et administratives détaillées, précisées dans le-dit dossier ainsi que dans le mémoire en réponse à l'avis du Conseil national de protection de la nature :

Mesures d'évitement :

- ME1 : Évitement et préservation d'environ 11,8 ha de milieux favorables aux espèces patrimoniales du secteur d'étude : environ 2,5 ha de champs cultivés au nord-ouest du site, mare de 0,05 ha située à environ 20 m au Nord du ruisseau du Pas du Gué, 1,5 ha de prairie, 2,3 ha / 2 870 ml de haies (dont 2 arbres accueillant du Grand Capricorne au Sud-Ouest du projet), 4,15 ha de zones humides localisées sur la frange Sud du ruisseau du Pas du Gué, 0,2 ha de friches à l'Ouest ainsi que les blocs rocheux accueillant du Léopard des neiges présents au niveau des installations du site actuel.
Les milieux évités sont mis en défens.
Les chênes présents dans la haie conservée au Sud-ouest du projet sont régulièrement étêtés afin de favoriser la présence du Grand capricorne.
Exploitation du sable, au niveau des zones occupées par l'Hirondelle de rivage, après le départ de ces dernières et avant leur retour sur site, soit entre octobre et février.
- ME2 : Réalisation des travaux de défrichement et d'arasement de la végétation entre septembre et mars, en dehors de la période de reproduction des oiseaux.

Mesures de réduction des impacts :

- MR1 : Récupération et transfert de fûts avec présence du Grand capricorne. Les trois arbres abritant le Grand capricorne, situés dans la haie au sud de l'emprise du projet qui est détruite, sont conservés et déplacés au sein d'une zone préservée et avec des arbres identifiés comme favorables à l'espèce. Ces travaux sont réalisés avant la fin du mois de février.
- MR2 : Balisage préventif de la colonie d'hirondelle de rivage et mise en place d'une zone tampon sur une distance de 50 m à partir du pied des colonies vers le plan d'eau (zone de quiétude matérialisée par un balisage).
- MR3 : Gestion écologique des habitats : grattage du front de taille en fin d'année. En prévision de l'installation de la colonie au cours de l'année suivante, les fronts de taille favorables à l'intérieur et en dehors de la zone d'exploitation sont grattés de manière à conserver une pente supérieure à 70 % minimum. Le profil ainsi obtenu sera favorable à la colonisation du front de taille par les Hirondelles de rivage. Parallèlement la végétation qui s'est développée sur le front est supprimée.

Mesures de compensation des impacts :

- MC1 : Création d'habitats favorables au Grand capricorne par la plantation de 3 170 ml de haies.
- MC2 : Création d'une paroi de nidification de 550 m², favorable à l'Hirondelle de rivage.

Mesures d'accompagnement :

- MA1 : Création de friches sur une surface d'environ 4,4 ha correspondant à la zone humide identifiée en fond de vallon, au Sud du ruisseau du Pas du Gué, ainsi qu'à la bande tampon qui sera conservée entre la zone humide et la piste périphérique aux extractions.
- MA2 : Installation de 10 nichoirs à oiseaux.
- MA3 : Accompagnement par un écologue en phase travaux. L'écologue procédera également à la rédaction et à la mise en place d'un plan de gestion du site applicable pendant toute la durée de l'exploitation et d'un cahier des charges des aménagements écologiques.

Article 4.3.3 : Plans

Les principales mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement relatives à la biodiversité sont représentées sur le plan en annexe.

Article 4.3.4 : Suivi

L'exploitant réalise un suivi des mesures durant toute la durée d'exploitation (30 ans). Le suivi de l'efficacité des mesures sera réalisé dans le cadre du plan de gestion sur 30 ans en N+1, N+2, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30.

Le plan de gestion du site sera actualisé autant que de besoin selon les résultats du suivi biologique afin d'adapter autant que de besoin les mesures prévues au fur et à mesure de l'exploitation du site.

L'exploitant transmet au service en charge de la police de la nature les résultats des suivis, avant le 31 décembre de chaque année de suivi de la faune et la flore. Le rapport transmis comprend, outre les résultats, une analyse de ceux-ci. Cette analyse doit permettre de déterminer les causes de l'éventuel échec des mesures.

Article 4.3.5 : Mesures spécifiques aux zones humides

Des zones tampons de 10 mètres sont maintenues entre les zones humides et les zones d'extraction. Ces zones ne reçoivent aucune piste, aucun dépôt de matériaux ou sédiments, ni aucune autre source potentielle de pollution (hydrocarbures, déchets d'exploitation ...).

Afin de vérifier le maintien de ces zones humides, l'exploitant réalise :

- Un suivi piézométrique conformément aux dispositions de l'article 7.6 permettant de vérifier l'absence d'impact indirect du projet sur les zones humides du site,
- Un suivi pédologique afin de vérifier le maintien de l'hydromorphie de leurs sols selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement. Ce suivi pédologique est réalisé à la fin de l'hiver ou au début du printemps. Le suivi pédologique est réalisé lors de l'année N+1 suivant les premières extractions au sud du ruisseau du Pas du Gué puis tous les 3 ans. Il porte sur l'ensemble des zones humides situées au droit des plans d'eau d'extraction au sud du ruisseau.
- Un suivi biologique conformément aux dispositions de l'article 4.3.4 afin de vérifier l'évolution des cortèges faunistiques et floristiques (selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié) des zones humides, après l'arrêt de leur exploitation en cultures.

L'exploitant transmet au service en charge de la police de la nature les résultats des suivis, avant le 31 décembre de chaque année de suivi. Dans le cas où le suivi met en évidence un impact sur les zones humides du site, l'exploitant propose et met en œuvre des actions correctives.

TITRE 5 : Défrichement

Article 5.1 : Autorisation de défrichement

La réalisation du projet objet de cet arrêté ne nécessite pas d'autorisation de défrichement.

TITRE 6 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 6.1 : Conception des installations

Article 6.1.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses et y compris en période d'inactivité. En particulier, les bâtiments et les installations sont entretenus en permanence et maintenus en bon état de propreté. Les points d'accumulation de

poussières sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Lorsque les stockages des produits minéraux se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 6.1.2 : Prévention des envols de poussières

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses et notamment :

- La conservation, le renforcement et la plantation d'un réseau de haies autour du site,
- L'édification progressive à l'avancement de l'extraction d'un merlon périphérique d'une hauteur de 3 mètres au droit des zones exploitées,
- les opérations de découverte ne sont pas réalisées en période sèche et de vent fort,
- La voie d'accès entre la RD n°26 et la zone des installations de traitement est réalisée en enrobés,
- Les pistes et les aires de circulation sont maintenues en bon état et sont arrosées en période sèche et/ou venteuse,
- La vitesse est limitée à 15 km/h sur le site,
- Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent,
- Les camions quittant le site passent par un dispositif de lavage des roues,
- L'exploitant réalise le nettoyage des éventuelles salissures de la route en sortie du site.

Article 6.2 : Rejets canalisés

Dans le cas où l'exploitant met en place un dispositif de canalisation des émissions de poussières de l'installation de traitement des matériaux, ces émissions atmosphériques canalisées sont traitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations.

Article 6.3 : Surveillance des émissions de poussières dans l'environnement

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Les stations de surveillance sont localisées :

- au lieu-dit « Le Grand Coiscault »,
- au lieu-dit « Le Pas du Gué »,
- au lieu-dit « La Vigne »,
- au nord-ouest (station témoin).

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

Les mesures sont réalisées dans le respect de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées – ou de la norme équivalente plus récente.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

En cas de dépassement de la valeur de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante sur une station de mesure implantée pour la surveillance des habitations (riverains), et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre des mesures correctives.

L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.

Article 6.4 : Campagne de mesures des poussières PM10

L'exploitant réalise une campagne de mesures des poussières PM10 avec pour objectif d'évaluer la qualité de l'air au niveau des habitations les plus proches au regard des valeurs de référence définies à l'article R.221-1 du code de l'environnement.

Dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet pour validation à l'inspection des installations classées une stratégie d'échantillonnage, de prélèvement et de mesure.

Dans un délai de deux ans, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise des mesures de particules PM10 dans l'air ambiant, au niveau des habitations les plus proches conformément à la stratégie qui aura été préalablement validée.

Les prélèvements devront être réalisés en intégrant une temporalité la plus représentative possible des différentes activités de la carrière et des conditions météorologiques en période défavorable (vents portants dans le sens des habitations, pluviométrie faible).

L'exploitant transmet les résultats de ces mesures à l'inspection des installations dans un délai de trois mois, après réception des résultats, avec son analyse et d'éventuelles propositions d'actions à mettre en œuvre.

TITRE 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article 7.1 : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement du bassin Loire Bretagne et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Estuaire de la Loire.

Article 7.2 : Prélèvements et consommations d'eau

Article 7.2.1 : Origines, volumes et usages des approvisionnements en eau

L'eau utilisée sur le site provient :

- 1- du réseau local d'adduction en eau potable. Le prélèvement est de l'ordre de 15 m³/an et est utilisé uniquement pour les besoins du bureau et des locaux du personnel.
- 2- du mélange de matériaux et d'eau extrait par la drague et acheminé par refoulement hydraulique vers l'installation de traitement (part d'eau de l'ordre de 520 m³/h) et d'un pompage d'appoint dans le plan d'eau d'extraction (pompage d'eau claire de l'ordre de 80 à 100 m³/h). Ces eaux sont utilisées :
 - pour le criblage et le lavage des matériaux : les eaux sont ensuite rejetées dans le même plan d'eau après décantation : la perte en eau est estimée à 10 000 m³/an au maximum (5 % d'humidité résiduelle des sables commercialisés),
 - le lavage des bennes de camions (quelques centaines de m³/an),
 - aspersion des pistes (quelques centaines de m³/an),
 - appoint du rotoluve en période estivale (quelques centaines de m³/an).

Les eaux de lavage des bennes et d'aspersion des pistes ruissellent vers le bassin de récupération des eaux pluviales pour être réutilisées.

- 3- d'eaux pluviales récupérées utilisées pour :

- l'installation de criblage/lavage,
- l'alimentation du rotoluve.

Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. L'utilisation d'eaux pluviales récupérées est autant que possible privilégiée.

Les équipements de prélèvement d'eau sont munis d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement et les résultats sont portés sur un registre.

Les moyens de mesure des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Les installations consommatrices d'eau sont munies de compteurs individuels afin de suivre finement la consommation d'eau, identifier les éventuelles dérives, et définir le cas échéant les actions correctives nécessaires. Ces compteurs sont relevés à minima mensuellement.

L'exploitant consigne sur un registre, éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées, les éléments suivants :

- les volumes prélevés mensuellement dans le milieu naturel et le total annuel, ainsi que le relevé de l'index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
- les volumes d'eau consommés ;
- l'estimation du volume d'eaux pluviales interceptées par le site ;
- l'estimation du volume d'eaux pluviales recyclées ;
- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation

Article 7.2.2 : Prescriptions particulières en cas de sécheresse

L'exploitant respecte les dispositions des arrêtés cadre sécheresse et arrêtés départementaux ou interdépartementaux temporaires de restriction des usages de l'eau.

Il met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils définis dans l'arrêté préfectoral « cadre » en vigueur, définissant des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance.

Lors du dépassement du seuil de vigilance, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- afin d'éviter les gaspillages d'eau et les risques de pollution accidentelle, des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.

Lors du dépassement des seuils d'alerte ou de crise, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules et des installations de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;
- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation.

Afin d'identifier les mesures à prendre en cas de sécheresse, l'exploitant réalise un diagnostic de réduction des consommations d'eau sous sa responsabilité. Ce diagnostic est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et mis à jour régulièrement.

Article 7.3 : Collecte des effluents liquides

Article 7.3.1 : Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 7.4.1 ou non conforme aux dispositions de l'article 7.4 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Article 7.3.2 : Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et résister dans le temps aux actions physiques des effluents.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état.

Un système permet l'isolement des réseaux d'effluents de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 7.3.3 : Plan des réseaux et du circuit de l'eau sur le site

Un plan du circuit de l'eau et un schéma de tous les réseaux sur l'ensemble du site sont établis par l'exploitant, régulièrement tenus à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Ces documents permettent d'identifier les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (bassins, ruissellements, ...).

Article 7.4 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 7.4.1 : Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux de procédé,
- les eaux issues du rotoluve,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement sur l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins,
- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Article 7.4.2 : Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 7.4.3 : Eaux de procédés des installations

Les eaux issues de l'installation de criblage et lavage sont dirigées vers la partie Ouest puis la partie nord du bassin d'extraction situé au nord du ruisseau du Pas du Gué. Cette partie est séparée du reste du site par une digue afin de contenir les argiles et participer en remblaiement du site.

Il n'y a pas d'utilisation de flocculant pour faciliter la décantation.

Il n'y a aucun rejet d'eaux de procédé en-dehors du périmètre autorisé.

Article 7.4.4 : Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes

Les eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets d'extraction inertes ne doivent pas générer de détérioration de la qualité des eaux.

Article 7.4.5 : Eaux pluviales – eaux de nettoyage – eaux issues du rotoluve

Les eaux pluviales de l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins et les eaux issues du rotoluve font l'objet d'un traitement.

Les eaux susceptibles d'être polluées sont dirigées vers des séparateurs à hydrocarbures. Les eaux en sortie des séparateurs à hydrocarbures sont rejetées vers le ruisseau du Pas du Gué.

Les autres eaux pluviales qui sont recueillies dans l'emprise du projet s'infiltrent directement dans le sol ou ruissellent vers les bassins d'extraction ou vers les fossés périphériques de la plate-forme des installations puis vers un bassin de collecte ou vers le rotoluve.

Article 7.4.6 : Autosurveillance des rejets d'eaux

Les seuls rejets d'eau en-dehors du site sont les eaux rejetées par les séparateurs à hydrocarbures. Le rejet se fait en direction du ruisseau du Pas du Gué.

L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que les eaux en sortie des séparateurs à hydrocarbures, avant nettoyage de l'équipement, sont inférieures aux concentrations suivantes :

- Matières en suspension totales : 35 mg/l,
- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l,
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l.

Les mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions sont effectuées conformément à l'article 2.6.

Article 7.4.7 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Ces points de rejet sont munis de dispositifs d'obturation permettant d'éviter des rejets au milieu naturel en cas de pollution.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 7.4.8 : Aménagement des points de prélèvements

Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 7.5 : Cours d'eau

L'exploitant met en place une barrière étanche entre le ruisseau du Pas du Gué et la nappe selon les modalités décrites en pages 91 et 92 de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation.

Pour cela, le réaménagement coordonné en pente douce des berges intérieures des plans d'eau qui longent le ruisseau du Pas du Gué (berges Sud du plan d'eau Nord et berges Nord du plan d'eau Sud) est réalisé en intégrant une bande d'argiles produites par les installations de traitement d'une épaisseur minimale de 5 m.

Les boues sont mises en place de façon gravitaire par déversement depuis le sommet des fronts sableux.

La localisation de la barrière d'argile est précisée sur le plan des mesures relatives aux eaux superficielles et souterraines en annexe.

L'exploitant met en œuvre une surveillance annuelle, en période estivale, de la qualité des eaux du ruisseau du Pas du Gué, en amont et en aval de la carrière, pour les paramètres température, pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux.

Article 7.6 : Eaux souterraines

Article 7.6.1 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Pour la surveillance de la nappe d'eaux souterraines, l'exploitant met en place un suivi des ouvrages suivants :

- Puits : P1, P3, P4 (jusqu'à sa suppression), P5 et P6,
- Piézomètres : PZ7, PZ8, PZ9 et PZ10.

La localisation des puits et piézomètres est représentée sur le plan des mesures relatives aux eaux superficielles et souterraines en annexe.

Article 7.6.2 : Réalisation de piézomètres

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

La localisation et les caractéristiques, en particulier la profondeur des ouvrages, sont justifiées par une étude hydrogéologique préalable tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

Article 7.6.3 : Programme de surveillance des eaux souterraines

Pour l'ensemble des ouvrages du réseau de surveillance des eaux souterraines, l'exploitant réalise une mesure de la piézométrie selon une fréquence semestrielle, en périodes de basses eaux et de hautes eaux.

L'exploitant met en œuvre une surveillance annuelle, en période estivale, de la qualité de l'eau des plans d'eau d'extraction pour les paramètres température, pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux.

Les mesures sont réalisées conformément à l'article 2.6.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.6.4 : Impact sur la ressource en eau

En cas d'assèchement de puits ou de forages, résultant de l'exploitation de la carrière, l'exploitant met en place les moyens qui permettent à l'utilisateur du puits ou forage impacté, de retrouver la même qualité de service qu'avant l'exploitation.

TITRE 8 : Déchets produits

Article 8.1 : Déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière

Article 8.1.1 : Dispositions générales

Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière sont les terres végétales, les stériles de découverte et les boues produites par le lavage des sables.

Les quantités de stockage maximales estimées au cours de l'exploitation sont de :

- 69 800 m³ pour les terres végétales ;
- 523 500 m³ pour les stériles de découverte ;
- 500 000 m³ pour les boues de lavage.

Les terres végétales sont stockées sous forme de merlons périphériques.

Les stériles de découverte et les boues de lavage sont principalement utilisées pour le remblaiement progressif partiel de l'excavation située au Nord du ruisseau du Pas du Gué.

Les boues de lavage sont mises en remblais en arrière de digues aménagées préalablement à l'aide de stériles de découverte afin de prévenir leur dispersion dans le plan d'eau.

Une partie des boues de lavage (environ 12 000 m³) est utilisée pour isoler le ruisseau du Pas du Gué de la nappe des sables pliocènes conformément aux dispositions de l'article 7.5.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction résultant de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, des digues ou des merlons, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes.

Article 8.1.2 : Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la

protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Article 8.2 : Déchets autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière

Article 8.2.1 : Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° Pour les autres déchets, de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation ;
- d) L'élimination.

Article 8.2.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Article 8.2.3 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions

- ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement,
- ne constituant pas de point d'appel visuel sur le site.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

Article 8.2.4 : Déchets gérés à l'extérieur de l'exploitation

L'exploitant oriente les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 8.2.5 : Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées dans ce présent arrêté, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit.

Article 8.2.6 : Transport et registre chronologique

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants et qui est conservé pendant au moins trois ans. Le contenu de ce registre est fixé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Pour les déchets dangereux ou déchets POP produits ou expédiés, l'exploitant transmet par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné ci-dessus. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

L'exploitant émet, pour tout lot de déchets dangereux ou déchets POP expédiés vers l'extérieur, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 9 : Prévention des nuisances sonores et des émissions lumineuses

Article 9.1 : Dispositions générales

Article 9.1.1 : Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

En particulier, l'exploitant utilise une drague électrique et des merlons périphériques d'une hauteur de 3 mètres sont implantés autour du périmètre d'extraction.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 9.1.2 : Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par les articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du Lynx ».

Article 9.1.3 : Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 9.2 : Niveaux acoustiques

Article 9.2.1 : Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement)

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 9.2.2 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 9.2.3 : Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définie dans le tableau ci-dessus.

Article 9.2.4 : Surveillance des niveaux sonores et émergences

L'exploitant met en place une surveillance annuelle des émissions sonores des installations en limite d'exploitation (au droit du lieu-dit La Vigne) et au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches :

- Lieu-dit Le Grand Coiscault
- Lieu-dit La Vigne,

- Le Pas du Gué.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. En particulier, une évaluation de la tonalité marquée est réalisée.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives de l'activité maximale sur le site et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

En cas de dépassement des valeurs réglementaires, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de la campagne de mesure avec son analyse et la description des mesures correctives mises en œuvre. Il réalise une nouvelle campagne de mesures afin de vérifier l'efficacité des actions correctives.

Article 9.3 : Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage et la faune, les éclairages extérieurs sont éteints en-dehors des périodes d'activité du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 10 : PRÉVENTION DES RISQUES

Article 10.1 : Dispositions générales

Article 10.1.1 : Conception des installations

Les installations comprenant tant leurs abords que leurs aménagements intérieurs sont conçues de manière à limiter la propagation d'un sinistre, à permettre une intervention rapide et aisée des secours, à éviter tout incident ou perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte et faciliter l'évacuation du personnel.

Pour cela les dispositions suivantes sont notamment mises en œuvre :

- l'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- l'exploitant fixe des règles de circulation pour éviter d'endommager les installations et d'encombrer la voie des engins et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, marquages au sol, consignes...) ;
- les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues de secours dégagées, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant prend également toutes dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des aménagements qu'il a réalisés. Ces aménagements ne doivent pas être à l'origine de risques (mouvement de terrain, de matériaux, coulée de boue,...) pouvant avoir des conséquences à l'extérieur de l'emprise du site.

Article 10.1.2 : Etat des stocks et étiquetage des produits

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger correspondants.

Article 10.1.3 : Zones dangereuses et zonage interne

L'exploitant identifie les zones dangereuses de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion...) ou présentant un risque particulier pour les personnes (noyade, enlèvement, chutes...).

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

Les dangers pour les personnes, notamment l'ensevelissement, les chutes, la noyade... sont explicitement signalés par des panneaux apposés, accompagnés des consignes à observer, aux abords des zones dangereuses et du périmètre clôturé.

L'accès aux zones dangereuses, en particulier les chantiers de découverte ou d'exploitation, les bassins de décantation, les installations de traitement..., est protégé par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés.

Article 10.1.4 : Réseaux, canalisations et équipements

Les réservoirs, canalisations et équipements satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction de leur utilisation afin d'éviter qu'ils soient sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Ils sont protégés des agressions qu'ils peuvent subir (chocs, vibrations, écrasements, corrosions...) entretenus et contrôlés périodiquement. Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de les reconnaître (plaques d'inscription, code des couleurs...). L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

Article 10.2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident (rupture ou fuite de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres dans les égouts publics ou vers le milieu naturel, en particulier :

I. Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux et liquides ainsi collectés font l'objet d'un traitement dans un séparateur à hydrocarbures.

Le remplissage des réservoirs se fait à l'aide d'une pompe à arrêt automatique permettant d'éviter tout débordement.

Les eaux issues de la surverse du rotoluve font l'objet d'un traitement dans un séparateur à hydrocarbures.

Les séparateurs à hydrocarbures sont équipés de dispositifs d'obturation en cas de pollution.

Les séparateurs à hydrocarbures doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Les justificatifs du nettoyage du séparateur à hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale des fûts lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

Aucun stockage de liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Des moyens sont mis en œuvre pour vérifier leur niveau de remplissage, à tout moment, et empêcher notamment leur débordement en cours de remplissage. Au besoin, un dépassement de niveau haut déclenche une alarme.

IV. Les rétentions doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Le fond des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.

Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions sont tracées.

Les produits répandus en cas d'accident doivent être récupérés. Ils ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés soit éliminés comme les déchets.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI. L'exploitant dispose de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. De tels kits sont présents sur le site et dans les engins.

VII. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate. L'entretien des engins (hors entretien courant) est réalisé en-dehors du site. L'entretien courant (vidanges, changement de pneumatiques, graissage, ...) est réalisé dans l'atelier ou sur l'aire étanche attenante.

VIII. En cas d'incendie, les eaux polluées sont collectées sur le site en vue de leur élimination.

Article 10.3 : Prévention d'une rupture de digue

Préfecture de Loire-Atlantique

Tél : 02.40.41.20.20

Mél : prefecture@loire-atlantique.gouv.fr

6, QUAI CEINERAY – BP33515 – 44035 NANTES CEDEX 1

L'exploitant organise une surveillance au moins semestrielle des digues et des parois des bassins étant tout ou partie au-dessus des terrains. Il met en œuvre un entretien de la végétation pour éviter une dégradation des digues et parois. La surveillance et l'entretien des digues et bassins font l'objet d'une traçabilité tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10.4 : Prévention des incendies

Article 10.4.1 : Autorisation de travail - permis de feu

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 10.1.3, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Article 10.4.2 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

L'établissement dispose :

- d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ disposant d'un raccordement pompier, accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie avec une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m² (8 m x 4 m) ;
- un panneau signalera cette réserve (lettre rouge sur fond blanc précisant « réserve d'incendie »).

La conception de la réserve d'eau et de ses aménagements fait l'objet d'une validation par les services d'incendie et de secours.

Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours.

Le personnel présent dispose d'une liaison téléphonique permettant de joindre les services de secours (18 ou 112).

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Article 10.4.3 : Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Article 10.5 : Risque géotechnique et stabilité

L'exploitation du gisement prend en compte les distances limites et zones de protection définis à l'article 3.2.5.

L'exploitation des fronts d'exploitation, remblais, verses ou dépôts (y compris de déchets) se fait sans créer de sous-cavage. Les fronts d'exploitation, remblais, verses ou dépôts (y compris de déchets) sont stabilisés et rectifiés aussi souvent que nécessaires.

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulière, à chaque reprise du travail, et tout particulièrement après les périodes de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

Les fronts et berges des plans d'eau font l'objet d'une surveillance visuelle hebdomadaire. Toute déformation ou érosion éventuelle est consignée sur un plan (localisation, identification et ampleur du désordre constatée).

En cas d'identification d'un risque de chutes ou de mouvement de matériaux ou de terrain ou de désordre des berges, l'exploitant détermine et met en œuvre les dispositions adaptées (interdiction d'accès, purge, comblement, rectification, ...).

L'exploitant met en place une traçabilité de cette surveillance et de ces interventions.

Article 10.6 : Formation du personnel

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Article 10.7 : Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

Les consignes de sécurité indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 10.4.1 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 11 : Dispositions diverses

Article 11.1 : Information des riverains

L'exploitant met en place et anime un comité de suivi composé au moins de représentants des riverains de la carrière, d'agriculteurs et d'élus de la commune de Vallons-de-l'Erdre. Ce comité se réunit au moins une fois par an. L'exploitant présente au comité de suivi notamment la synthèse annuelle des informations relatives au suivi environnemental du site et aux actions mises en œuvre. L'exploitant met en place et anime un comité de suivi composé au moins de représentants des riverains de la carrière, d'agriculteurs, d'associations de protection de l'environnement et d'élus de la commune de Vallons-de-l'Erdre. Ce comité se réunit au moins une fois par an.

L'exploitant présente au comité de suivi notamment la synthèse annuelle des informations relatives au suivi environnemental du site et aux actions mises en œuvre.

TITRE 12 : Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

Article 12.1 : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 12.2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Vallons-de-l'Erdre et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Vallons-de-l'Erdre pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Riaillé, Grand-Auverné, Petit-Auverné et La Chapelle Glain ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté sera remise à la Société des Dragages d'Ancenis qui devra toujours l'avoir en leur possession et la présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ces derniers.

Article 12.3 : Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture de Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement d'Ancenis-Châteaubriant, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Vallons-de-l'Erdre sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le **24 JUIN 2026**

**Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**


Marc MAKHLOUF

Annexes :

- plan parcellaire
- plan d'ensemble
- plans de phasage
- plan de principe de la remise en état
- plan des mesures paysagères
- plan des secteurs préservés
- plan des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement relatives à la biodiversité
- plan des mesures relatives aux eaux superficielles et souterraines



SOCOTEC

2019-865

PLAN PARCELLAIRE
SOCIETE DES DRAGAGES D'ANCENIS
Sablrière du Grand Coiscault
Commune de Vallons-de-l'Erdre (44)

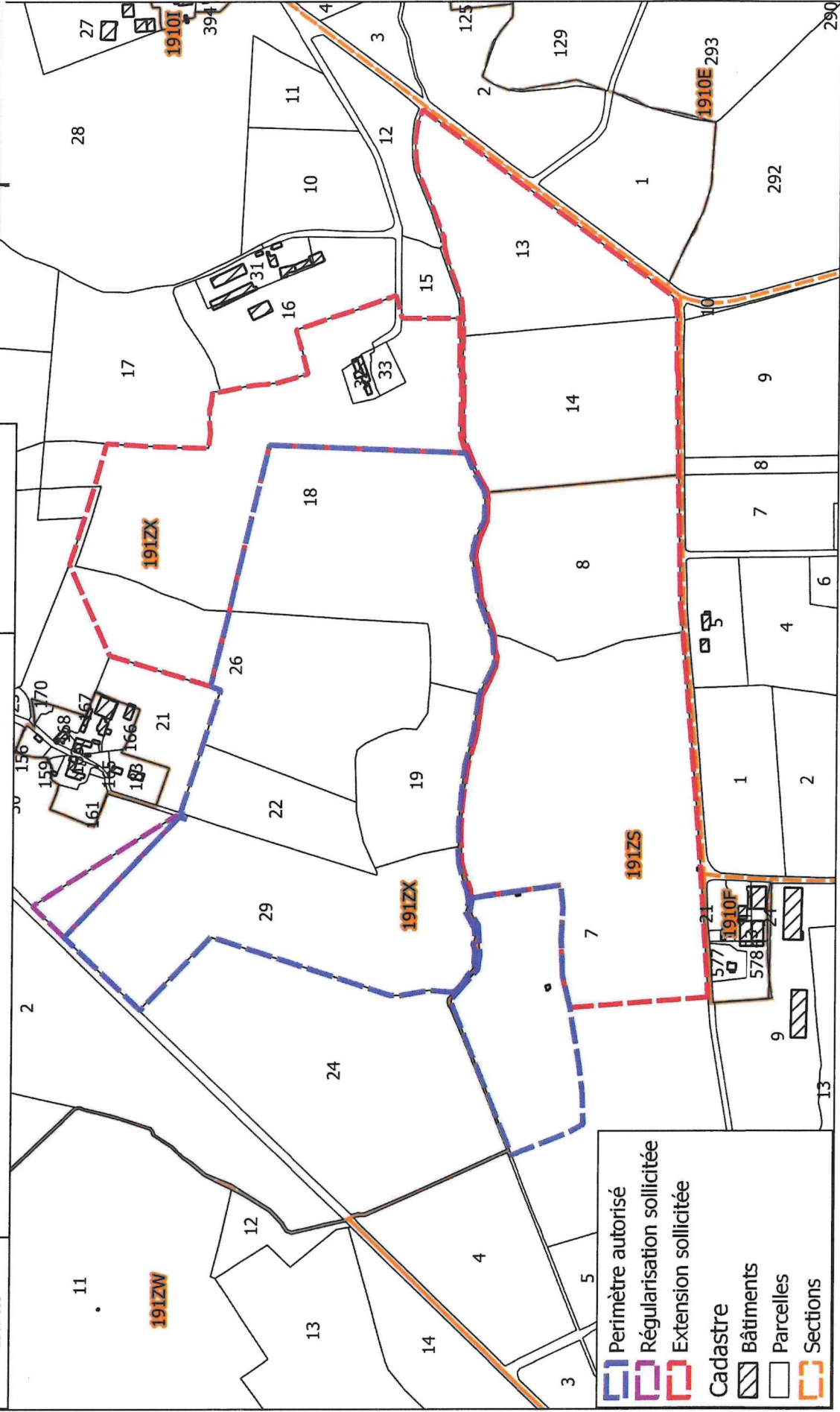


0 100 200 m

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral
n°2026/JCPE/150

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-
Ancenis

Marc MAKHLOUF



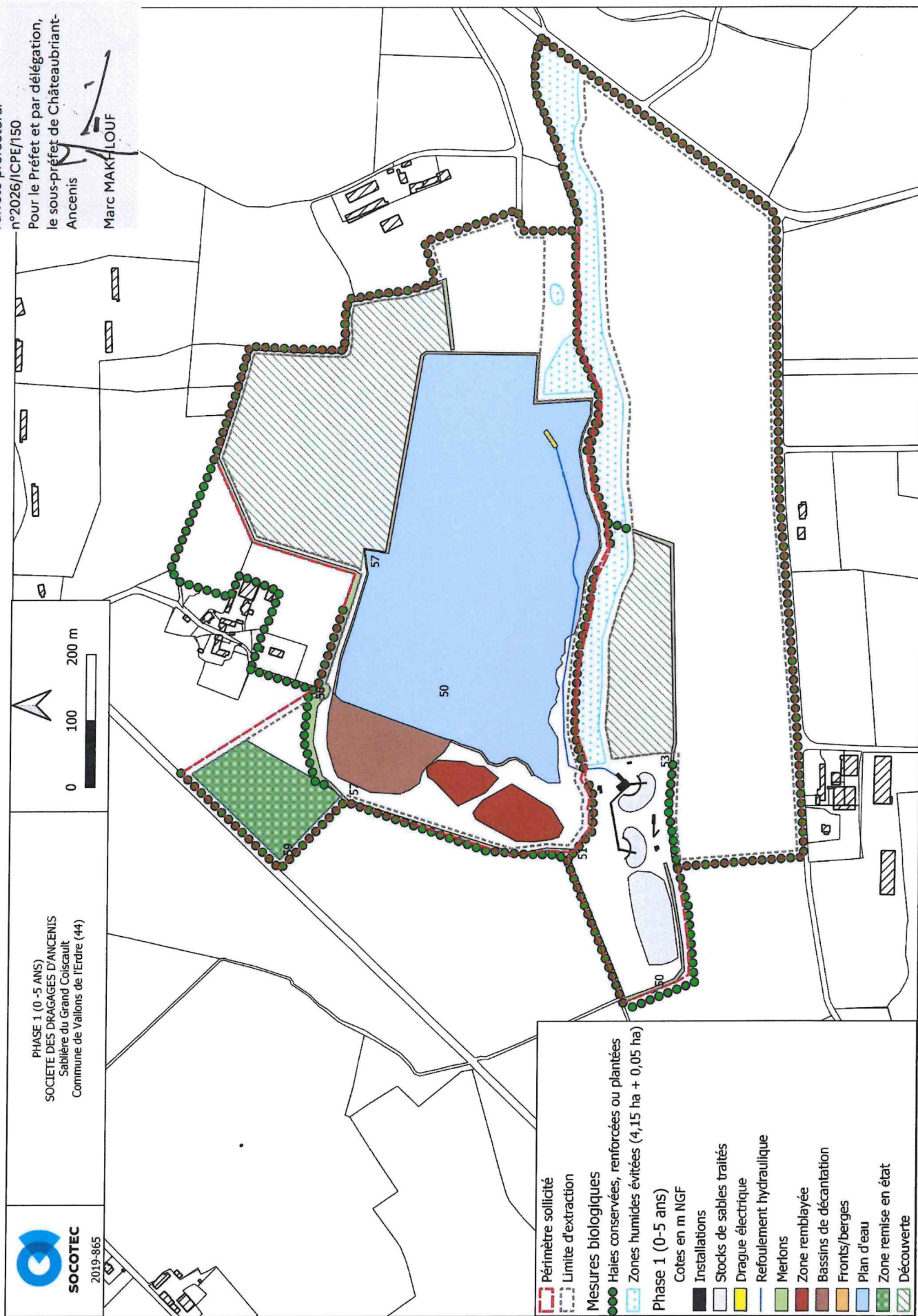
Vu pour être annexé à

l'arrêté préfectoral

n°2026/JCPE/150

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-
Ancenis

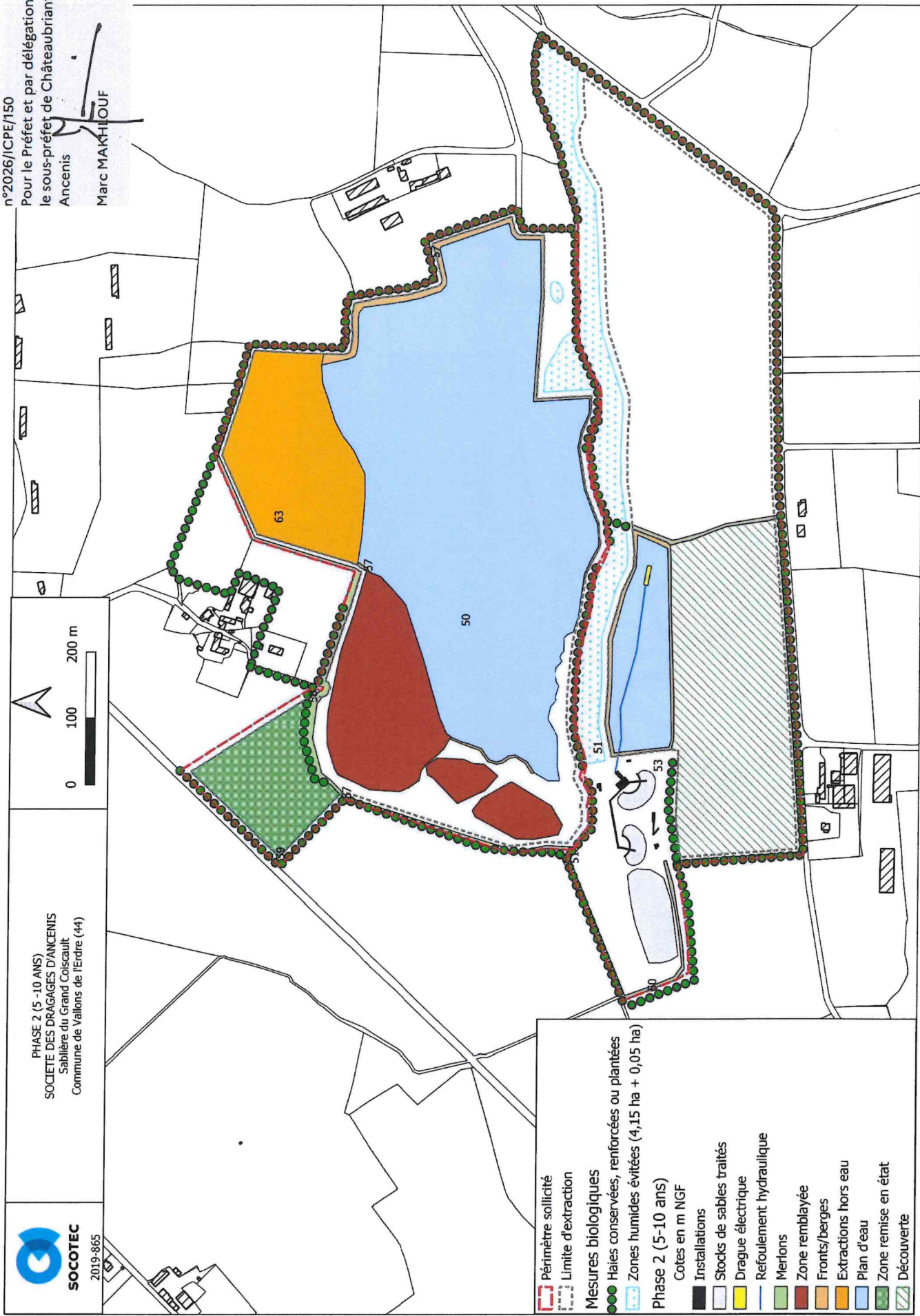
Marc MAKHLOUF



Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral
n°2026/ICPE/150

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-
Ancenis

Marc MAKHLOUF

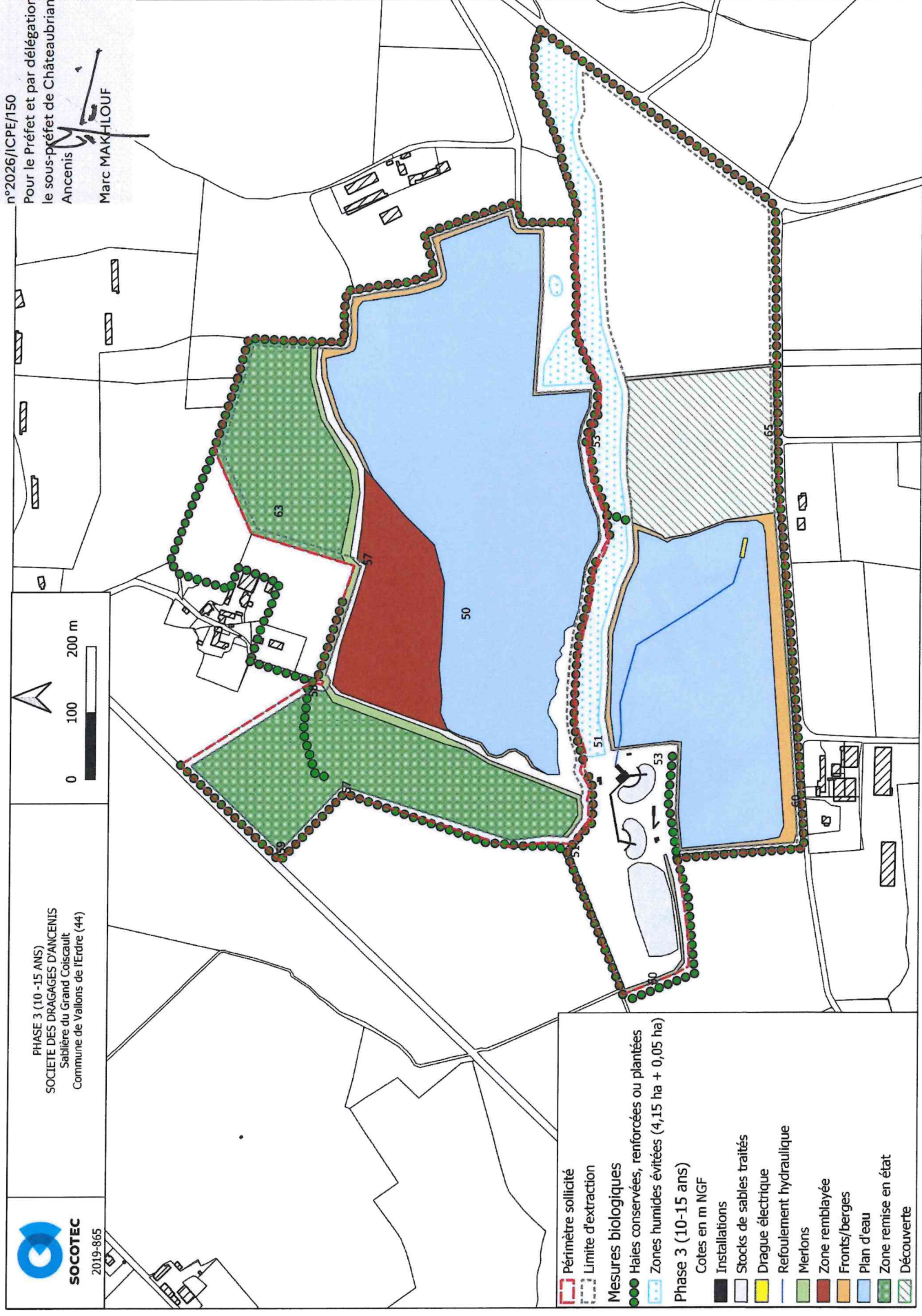


Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral

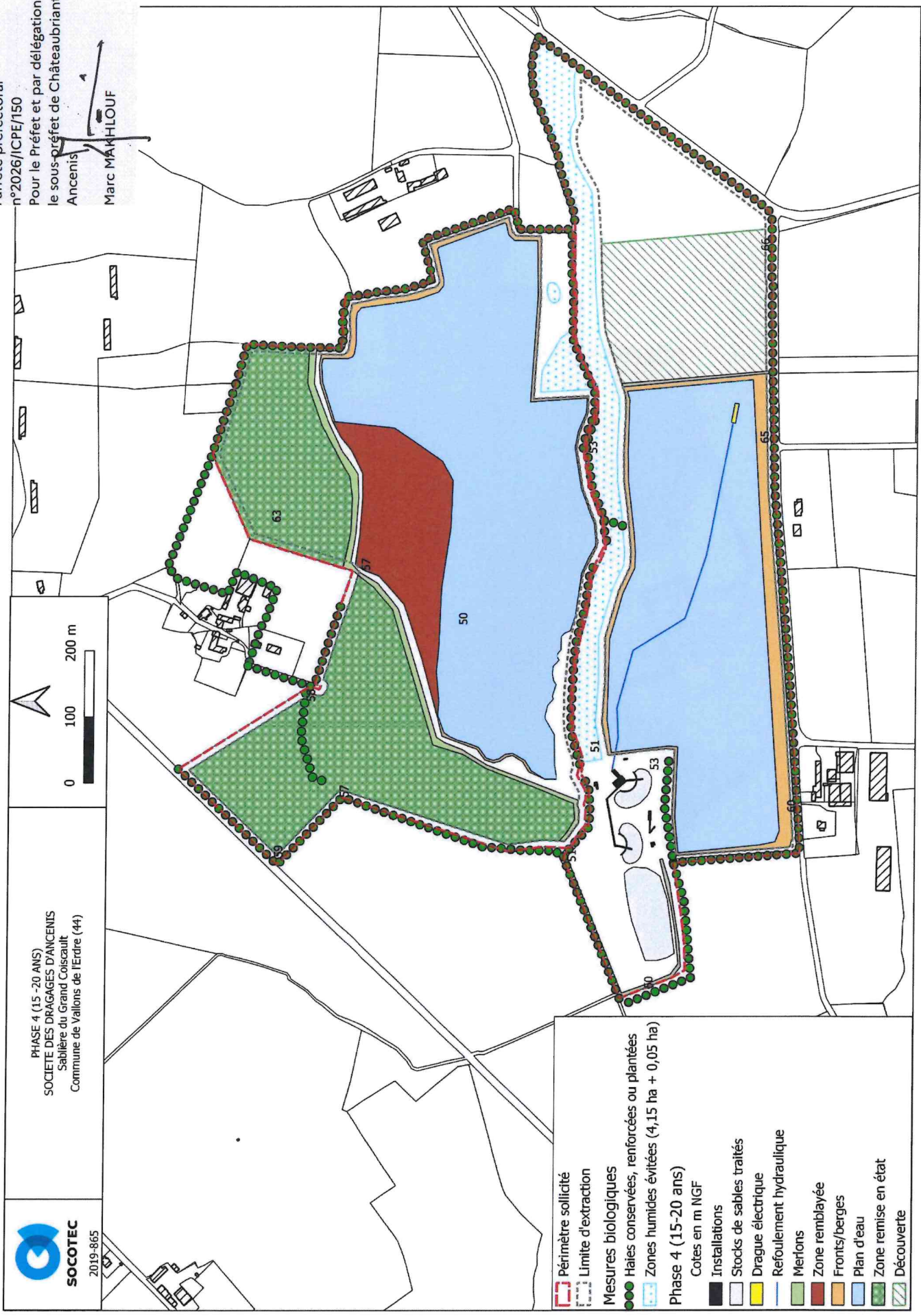
n°2026/ICPE/150

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-
Ancenis

Marc MAKHLOUF



Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral
n°2026/ICPE/150
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-
Ancenis
Marc MAKHLOUF

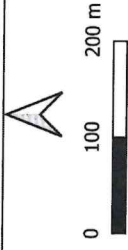




SOCOTEC

2019-865

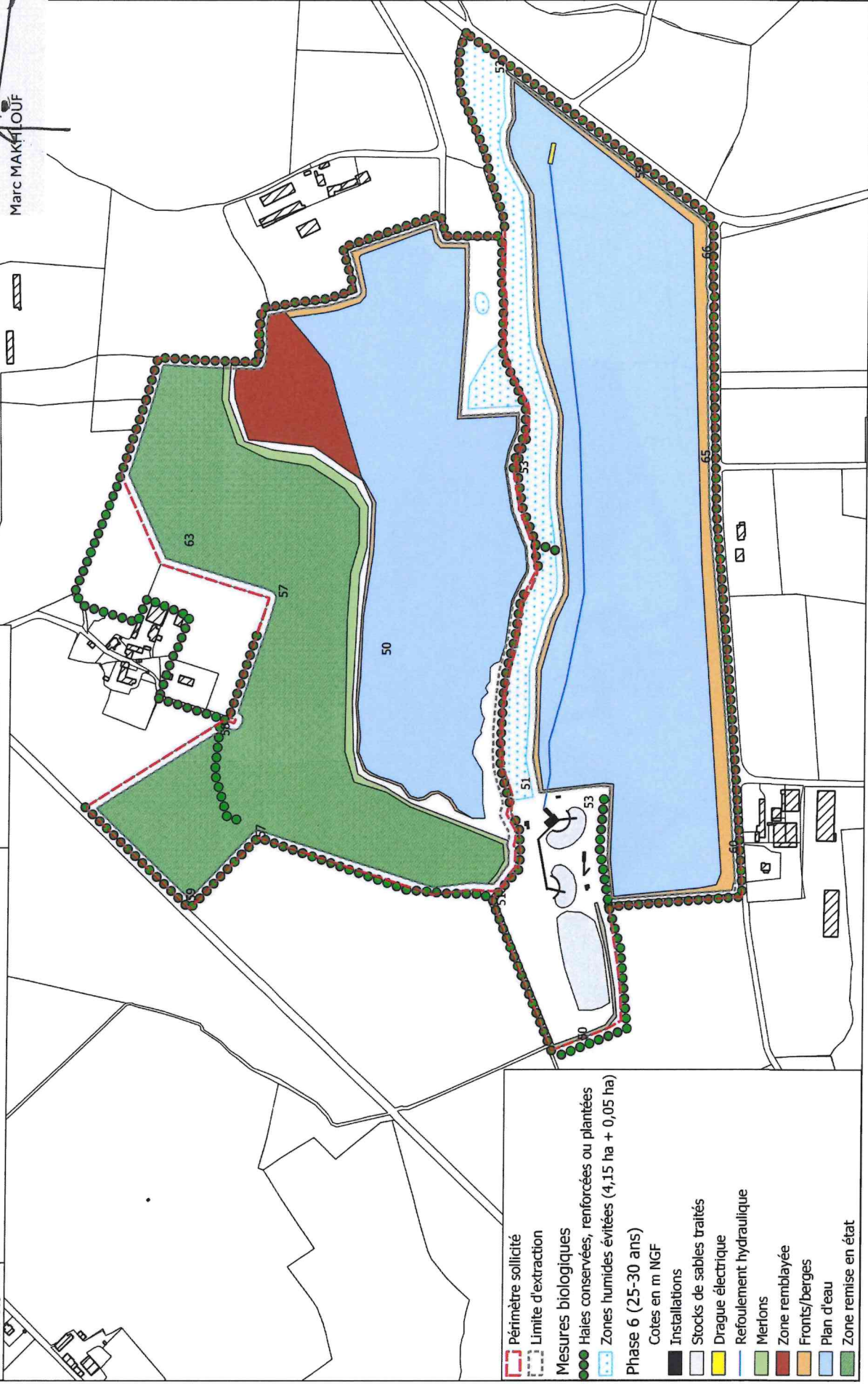
PHASE 6 (25 -30 ANS)
SOCIÉTÉ DES DRAGAGES D'ANCENIS
Sablière du Grand Coiscault
Commune de Vallons de l'Erdre (44)



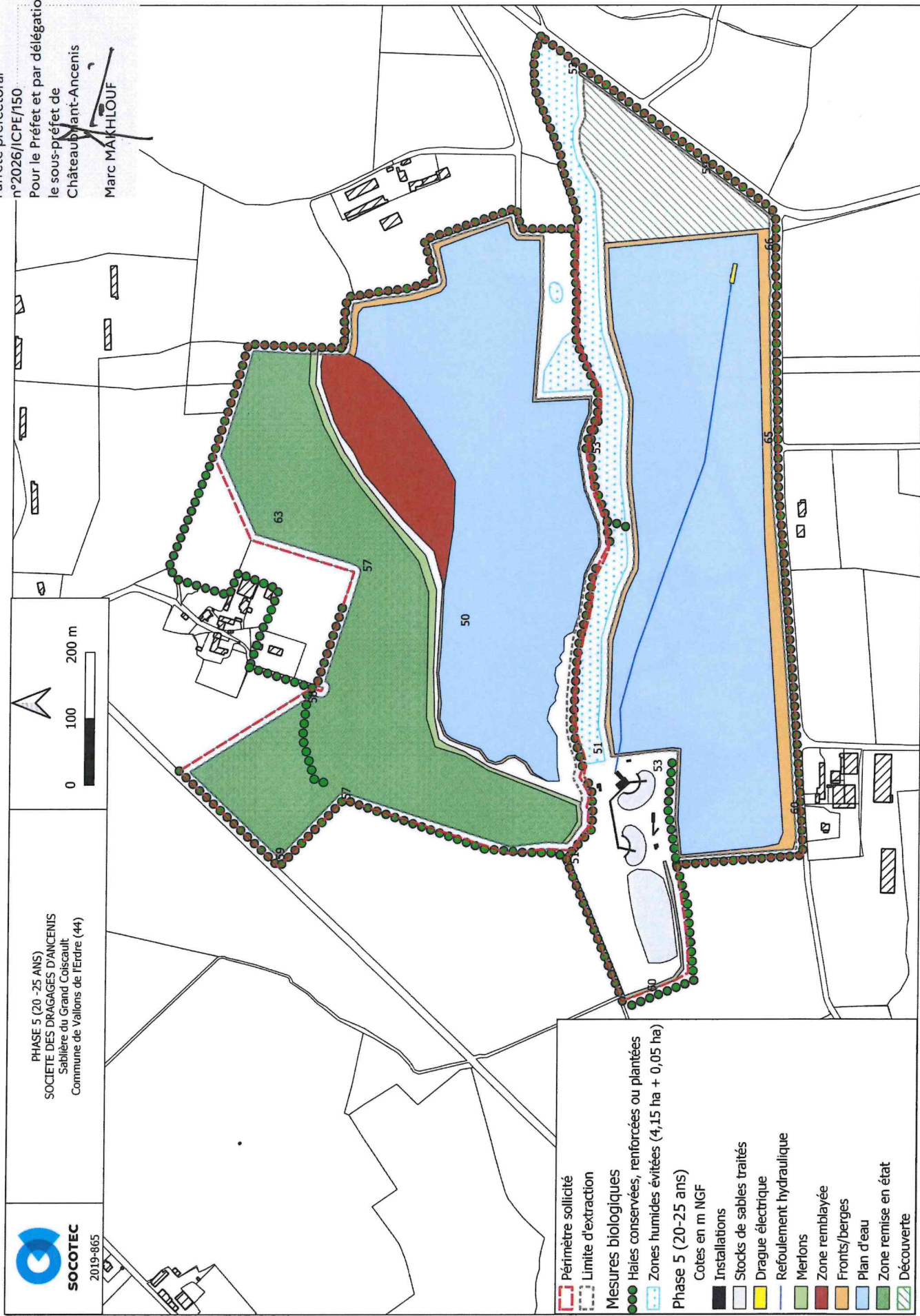
Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral
n°2026/JCPE/150

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-
Ancenis

Marc MAKHLOUF



Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral
n°2026/ICPE/150
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de
Châteaubriant-Ancenis
Marc MAKHLOUF



SOCOTEC
2019-865

PHASE 5 (20-25 ANS)
SOCIÉTÉ DES DRAGAGES D'ANCENIS
Sablière du Grand Coiscault
Commune de Vallons de l'Erdre (44)

- Périmètre sollicité
- Limite d'extraction
- Mesures biologiques**
- Haies conservées, renforcées ou plantées
- Zones humides évitées (4,15 ha + 0,05 ha)
- Phase 5 (20-25 ans)**
- Cotes en m NGF
- Installations
- Stocks de sables traités
- Dragage électrique
- Refoulement hydraulique
- Merlons
- Zone remblayée
- Fronts/berges
- Plan d'eau
- Zone remise en état
- Découverte

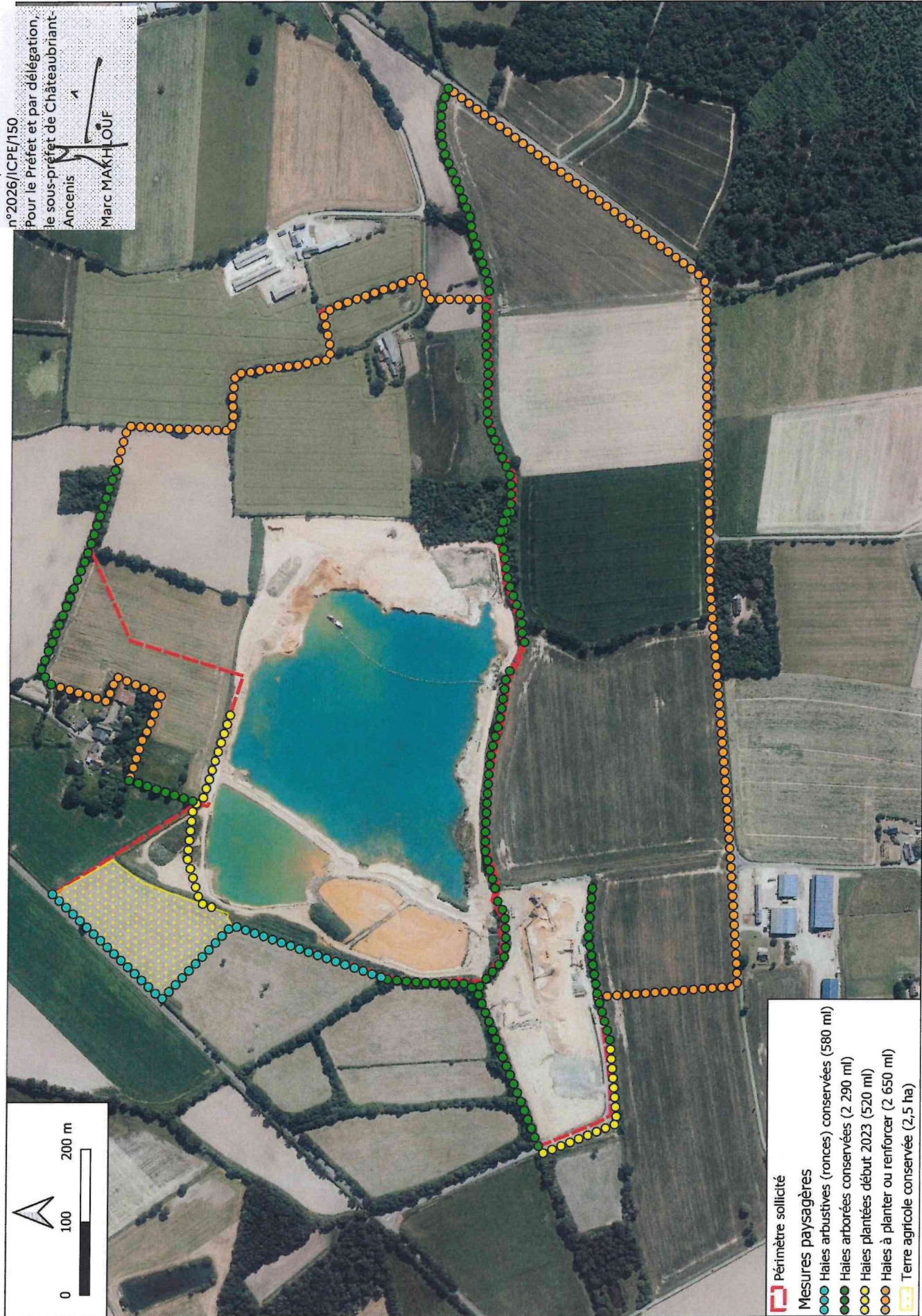


Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral

n°2026/ICPE/150

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-
Ancenis

Marc MAKHLOUF



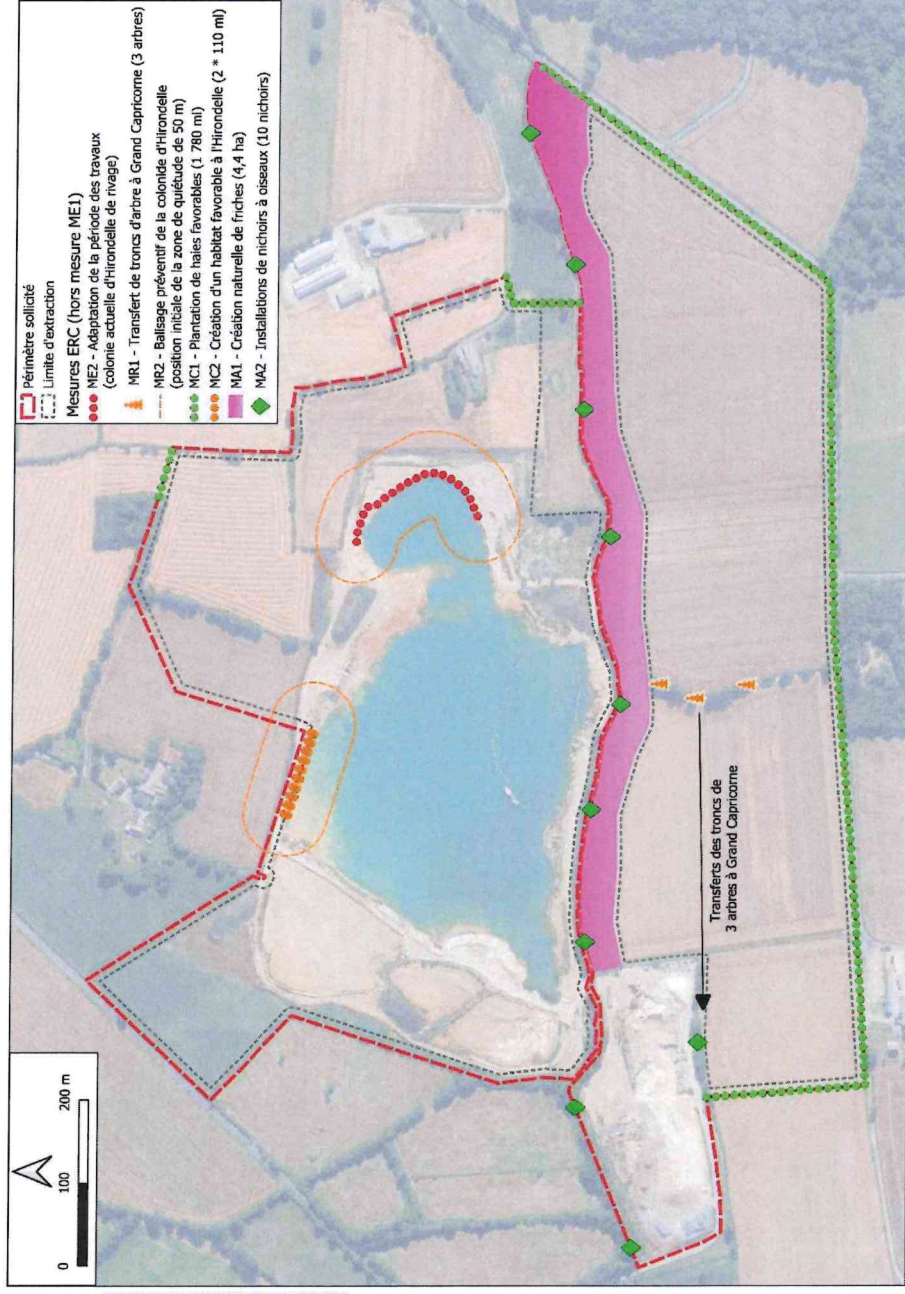
Marc MAKHLOUF



6. Mesures visant à éviter, réduire ou compenser les impacts

6.7 LOCALISATION DES MESURES

La cartographie suivante localise les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues. Elle complète la carte des secteurs préservés (mesure ME1) présentée au chapitre 6.1.1.



Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral
n°2026/JCPE/150
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-
Ancenis
Marc MAKHLOUF

Illustration 36 : Localisation des mesures ERCA

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2026/ICPE/150

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF

(Signature)

